

## **Demandes d'asile : Macron défend ses «hot spots» au Niger et au Tchad**

Par [Célian Macé](#) — 28 août 2017 à 21:11

**La présidence française a organisé ce lundi à l'Elysée un mini-sommet migratoire sahélio-européen.**

Demandes d'asile : Macron défend ses «hot spots» au Niger et au Tchad

Sur la carte migratoire de l'Afrique, plusieurs points devraient bientôt être marqués d'une croix. Notamment au Niger et au Tchad, pays de transit de la plupart des émigrés subsahariens. Leurs présidents respectifs, Mahamadou Issoufou et Idriss Déby, étaient invités ce lundi à l'Elysée en compagnie des chefs de gouvernement allemand, italien, espagnol et libyen, et de la Haute-représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini. Un mini-sommet sahélio-européen dont le format hybride préfigurait le thème des discussions : « *Le contrôle et la gestion maîtrisée des flux migratoires.* »

Il y a un mois, à Orléans, Emmanuel Macron avait pour la première fois évoqué son projet d'envoyer « *sur le sol africain* » des missions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) qui pourraient examiner les demandes d'asile dans des « *pays sûrs* » et éviter aux migrants « *de prendre des risques inconsidérés* ». En mer Méditerranée, les migrants qui tentent la traversée sont aujourd'hui exposés au risque de noyade ou d'inanition ; en Libye, ils sont systématiquement rançonnés, exploités, battus et parfois torturés, violés et tués par leurs passeurs. Les demandes d'asile seront donc examinées « *en amont* ».

### **Listes du HCR**

Le Niger, « *pays le plus impliqué* » selon l'Elysée (Niamey, la capitale, a reçu en juillet un premier décaissement de 10 millions d'euros de la part de l'Union européenne pour lutter contre l'immigration clandestine), en aurait déjà accepté le principe. Le Tchad s'est aussi engagé lundi sur cette voie. Dans l'idée de Paris, les fonctionnaires français chargés de l'examen des demandes d'asile seront « *détachés* » dans les sites du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), et en particulier à [Agadez, plaque tournante des migrations sahariennes](#). L'organisation onusienne se dit favorable à l'initiative. Elle collabore déjà avec l'Ofpra au Liban, par exemple, où elle fournit des listes de candidats syriens à l'asile et pré-instruit les demandes.

A lire aussi [Migrants : des «hot spots» dans le désert libyen ? Le mirage de Macron](#)

En Afrique, le contexte est différent. Les migrants qui accèdent au statut de réfugiés sont minoritaires. En 2016, par exemple, ce fut le cas pour seulement 5% des 123 000 candidats ayant déposé une demande en Italie, porte d'entrée principale de l'Europe par la mer, selon les chiffres du Conseil européen des réfugiés et des exilés. Quelque 13,5% ont obtenu une « protection subsidiaire » et 20% une « protection humanitaire », tandis que 60% des

candidatures ont été rejetées. Sans compter les migrants économiques qui ne tentent même pas leur chance, sachant pertinemment qu'ils seront déboutés.

## Alternative légale

Ces nouveaux « guichets » de pré-examen au Niger et au Tchad ne constitueront donc pas « *un outil de contrôle des flux migratoires* », précise l'Elysée. Ils permettront tout de même de « *faire de la pédagogie* », a expliqué Emmanuel Macron, puisque, « *in fine* », ces critères de distinction entre migrants économiques et réfugiés politiques sont par la suite « *opérants* » pour la délivrance d'un titre de séjour en Europe. Le président français refuse de les qualifier de « *hot spots* » et préfère celui de « *missions de protection en vue de la réinstallation de réfugiés en Europe* », qui donne son titre à un document publié en annexe de la déclaration conjointe de lundi.

L'objectif est donc d'offrir une alternative légale aux demandeurs d'asile d'un côté, tout en intensifiant la lutte contre les passeurs de l'autre. Niamey prétend avoir réduit le flux migratoire à Agadez de 80%. En Libye, les plages de la ville de Sabratha, l'un des points de départ les plus importants de la côte, sont par ailleurs contrôlées depuis quelques semaines par un nouveau groupe armé qui empêcherait les départs des barques vers l'Europe, selon l'agence Reuters. En mer, la présence des garde-côtes libyens a également été renforcée, grâce à l'aide de l'Italie. La presse locale rapporte aussi que l'un des plus gros passeurs de Zouara, autre ville de départ, a été arrêté jeudi. Cet été, le nombre de migrants qui ont tenté la traversée de la Méditerranée a baissé de 50% par rapport à l'an dernier.

Célian Macé